

# EFFETS SOCIO-ÉCONOMIQUES D'UN DISPOSITIF D'ALIMENTATION SCOLAIRE APPROVISIONNÉ EN CIRCUITS COURTS

Retour d'une expérience conduite dans 10 départements  
du Sénégal

Avril 2021 - Mai 2022



©Grdr-2022. Touts droits réservés. Licence octoyée à l'Union européenne et à l'AFD sous condition.

Photographies : © Jokkale

Conception graphique et mise en page : ©Sandra Derichs - [www.socialetgraphic.com](http://www.socialetgraphic.com)

Imprimé à La Rochette Dakar - novembre 2022

## AVANT-PROPOS

Cette note de synthèse présente une partie des résultats de « L'étude sur les impacts sociaux et économiques de l'alimentation scolaire sur les territoires du projet NIAMDE » (Seck, 2022<sup>1</sup>), projet financé par l'Agence Française de Développement (AFD). Elle est produite avec le soutien du projet « Renforcer la Société Civile pour une Protection Sociale efficace » (REPROSOC) mis en œuvre par CICODEV Afrique en consortium avec le Grdr et le LARTES, le Conseil départemental de Rufisque comme associé et cofinancé par l'Union Européenne (UE).

Ce document est cofinancé par l'Union européenne, l'Agence française de développement et le CCFD Terre-Solidaire



## Remerciements

Le Grdr remercie la Division des Cantines Scolaires (DCAS), Ninon Sirdey (CIRAD MoISA/ISRA Bame), CICODEV, CARITAS, AVSF ainsi que toutes les parties prenantes (ménages, élèves, fournisseurs, enseignants, cuisinières etc...) qui ont accepté de répondre aux questions.

## Avertissement

Le contenu du présent document relève de la seule responsabilité du Grdr et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union Européenne, des autres bailleurs de fonds ou des autres parties prenantes.



Auteur : ©Grdr, octobre 2022



En consortium avec AVSF et en partenariat avec Cicodev Afrique et Caritas Tambacounda

1. Seck, A.L. (2022) Étude sur les impacts sociaux et économiques de l'alimentation scolaire sur les territoires du projet NIAMDE. Rapport endline - Version provisoire. 85 p.

## SIGLES ET ABRÉVIATIONS

<b>AFD:</b>	Agence Française de Développement
<b>BAME:</b>	Bureau d'Analyse Macro Economique
<b>CA:</b>	Chiffre d'Affaires
<b>CIRAD:</b>	Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement
<b>CICODEV:</b>	Institut Panafricain pour la Citoyenneté, les Consommateurs et le Développement
<b>CRES:</b>	Consortium pour la Recherche Economique et Sociale
<b>DCAS:</b>	Division des Cantines Scolaires
<b>ISRA:</b>	Institut Sénégalais de Recherche Agronomique
<b>ONG:</b>	Organisation non Gouvernementale
<b>LARTES-IFAN:</b>	Laboratoire de Recherche sur les Transformations Économiques et Sociales
<b>PAM:</b>	Programme Alimentaire Mondial
<b>REPROSOC:</b>	Renforcer la Société Civile pour une Protection Sociale efficace
<b>UE:</b>	Union Européenne

# TABLE DES MATIÈRES

<b>INTRODUCTION</b>	<b>4</b>
LES CANTINES SCOLAIRES, UN OUTIL DE PROTECTION SOCIALE EFFICACE DONT LES EFFETS SOCIO-ÉCONOMIQUES RESTENT À PRÉCISER.	
<b>LE DISPOSITIF D'ALIMENTATION SCOLAIRE ÉTUDIÉ EN QUELQUES MOTS.</b>	<b>5</b>
<b>MÉTHODOLOGIE DE L'ÉTUDE, EN BREF</b>	<b>5</b>
<b>LES EFFETS SOCIO-ÉCONOMIQUES TELS QUE MESURÉS PAR L'ÉTUDE</b>	<b>6</b>
<b>1 - SUR LES FOURNISSEURS</b>	<b>6</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les commandes de l'alimentation scolaire ont un poids très variable dans l'activité des fournisseurs</li> <li>• Les fournisseurs déclarent que les commandes de l'alimentation scolaire ont conduit à une augmentation de leur chiffre d'affaires. D'autres effets positifs sont mentionnés, mais par un nombre plus restreint.</li> <li>• Le dispositif suscite aussi des craintes chez les fournisseurs.</li> </ul>	
<b>2 - SUR LES MÉNAGES DONT LES ENFANTS FRÉQUENTENT LES CANTINES SCOLAIRES</b>	<b>7</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les cantines scolaires contribuent à améliorer la confiance des parents d'élève dans l'école publique.</li> <li>• Les cantines scolaires contribuent à diminuer les dépenses monétaires de plus des 2/3 des ménages dont les enfants fréquentent l'école (avec cantine). Les sommes ainsi économisées sont allouées à l'alimentation familiale.</li> <li>• Les cantines scolaires contribuent à diminuer le temps de travail consacré aux travaux ménagers pour environ un ménage sur deux, une «économie» toutefois à relativiser.</li> </ul>	
<b>3 - SUR LES INÉGALITÉS ENTRE FILLES-FEMMES/GARÇONS-HOMMES</b>	<b>8</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les cantines scolaires contribuent à amoindrir les inégalités entre filles et garçons scolarisés fréquentant les cantines...</li> <li>• ...mais les tâches ménagères restent dévolues à des filles et femmes, même dans les ménages dont les filles sont scolarisées et fréquentent la cantine.</li> <li>• Les conditions de travail des cuisinières scolaires en question.</li> </ul>	
<b>CONCLUSION</b>	<b>9</b>
DES ARGUMENTS SUPPLÉMENTAIRES POUR UNE POLITIQUE D'ALIMENTATION SCOLAIRE MOBILISANT DES CIRCUITS COURTS	
<b>Annexe 1 - Carte des Cantines scolaires appuyées par département</b>	<b>10</b>
<b>Annexe 2 - Chemin d'impacts du projet NIAMDE (2021)</b>	<b>12</b>

## INTRODUCTION

### LES CANTINES SCOLAIRES, UN OUTIL DE PROTECTION SOCIALE EFFICACE DONT LES EFFETS SOCIO-ÉCONOMIQUES RESTENT À PRÉCISER.

Au Sénégal, les cantines scolaires sont appréhendées par les pouvoirs publics avant tout comme « un moyen d'amélioration du rendement interne du système éducatif c'est-à-dire de réduire le taux d'absentéisme et d'abandon mais aussi d'améliorer les capacités cognitives des élèves » (CRES, 2012).

Sur ces 15 dernières années, plusieurs programmes d'alimentation scolaire ont été mis en œuvre dans cette perspective tant par l'Etat, que le Programme Alimentaire Mondiale (PAM) et des Organisations Non Gouvernementales (ONG. Counterpart, etc.). L'impact d'une partie de ces programmes sur la scolarisation et la santé des élèves a été évalué par le Consortium pour la Recherche Economique et Sociale (CRES, 2012 ; CRES, 2018<sup>2</sup>). Selon le CRES, les cantines ont un impact positif et significatif sur le résultat des élèves, dès lors que certaines conditions sont réunies (effectif ne dépassant pas 40 élèves par classe, existence d'une association de parents d'élèves fonctionnelle), au point que « la généralisation des cantines scolaires peut être [perçue comme] un moyen efficace d'accélération des progrès

vers une éducation de qualité pour tous ». Le CRES souligne en outre que les cantines concourent à une « amélioration de l'état nutritionnel des élèves », soit à une augmentation de l'apport en calories, en protéines, en lipides et en glucides. En résumé, les cantines scolaires apparaissent comme un outil efficace de protection sociale, tout particulièrement pour les familles les plus modestes.

Concernant l'impact sur le territoire, le CRES évoque des « impacts adverses sur l'économie locale » [de cantines] soutenues par des programmes qui mobilisent essentiellement des vivres importés ou non achetés sur le marché local ». Toutefois, les effets socio-économiques des programmes d'alimentation scolaire n'ont pas à ce jour été caractérisés en détail, en particulier dans le cas d'un approvisionnement des cantines scolaires en circuits courts. La présente synthèse entend combler cette lacune en exposant les résultats d'une étude des effets socioéconomiques d'un dispositif d'alimentation scolaire alimenté en circuits courts mis en œuvre dans dix départements du Sénégal.

## LE DISPOSITIF D'ALIMENTATION SCOLAIRE ÉTUDIÉ EN QUELQUES MOTS.

Sur la période mai 2021- juin 2022, 57 écoles de 26 communes de 10 départements du Sénégal ont pu bénéficier d'un dispositif d'alimentation scolaire (annexe 1). Conçu pour répondre aux impacts socio-économiques de la pandémie de COVID-19, celui-ci a permis à plus de 9 000 élèves, majoritairement scolarisés en primaire et issus de familles modestes, de consommer un repas (équilibré) à l'école, de 2 à 5 jours par semaine (hors période de vacances), moyennant, ou pas, un paiement en espèces ou en nature.

Le dispositif reposait sur un approvisionnement en majorité en circuits courts : les cuisines des cantines scolaires ont été approvisionnées par des fournisseurs (commerçants de produits alimentaires locaux et/ou importés, producteurs de légumes, pêcheurs, mareyeurs, entreprises artisanales de l'agroalimentaire, organisations d'éleveurs, etc.) établis pour l'essentiel dans les territoires ciblés par l'Action.

Deux objectifs sous-jacents étaient ainsi visés : 1) sécuriser et/ou augmenter les revenus monétaires des fournisseurs locaux ; et 2) promouvoir la place des produits locaux dans les plats servis dans les cantines.

## MÉTHODOLOGIE DE L'ÉTUDE, EN BREF

Les termes de l'étude ont été définis en considérant l'enjeu d'enrichir la base argumentaire en faveur d'un dispositif d'alimentation scolaire approvisionné en circuits courts. Les principaux effets socio-économiques attendus ont été précisés lors d'une session animée par une chercheuse du CIRAD visant à tracer les chemins d'impact potentiels de l'opération (annexe 2).

Deux enquêtes ont été conduites, la première en mai 2021, la seconde en avril-mai 2022, dans l'objectif de mesurer les effets du dispositif sur la perception des ménages et de la communauté éducative des effets des cantines scolaires. Elle a été réalisée par une expertise externe (M. Abdoul Latiphe SECK) sur la base de termes de référence formulés par le Grdr et ses partenaires AVSF, Cicodev et Caritas et d'une méthodologie proposée par l'expertise et validée par le Grdr et ses partenaires.

## LES EFFETS SOCIO-ÉCONOMIQUES CONSIDÉRÉS PAR L'ÉTUDE.

L'étude se concentre pour l'essentiel sur la mesure des externalités du dispositif et plus particulièrement de ses effets sur l'économie locale ainsi que sur les ménages dont les enfants ont accès aux cantines.

Il s'agissait de répondre aux questions suivantes :

1. Les fournisseurs arrivent-ils à développer leurs activités grâce à l'existence des cantines scolaires ? Jusqu'à quel niveau ?
2. Les ménages arrivent-ils à économiser de l'argent grâce aux cantines scolaires ? Si oui comment cette économie est utilisée ?
3. Les cantines scolaires contribuent-elles à alléger les travaux domestiques ? Si oui comment et quelle utilisation est faite de ce gain de temps ?

L'étude a permis en outre de manière transversale de préciser les effets du dispositif sur les inégalités entre filles-femmes/garçons-hommes.

Des entretiens ont ainsi été conduits auprès d'un échantillon de 625 ménages classés en deux groupes. Le premier groupe comprend les ménages dont les enfants fréquentent une école avec une cantine scolaire et le second groupe comprend les ménages dont les enfants fréquentent une école sans cantine scolaire.

Les données relatives aux chiffres d'affaires de 51 fournisseurs partie prenante accumulées sur la période novembre 2021 à février 2022 par le Grdr et ses partenaires ont été consultées pour estimer l'importance des cantines scolaires dans leurs activités. De plus, 25 fournisseurs ont également été enquêtés en nombre restreint sur leurs perceptions des effets des cantines sur leurs activités.

# LES EFFETS SOCIO-ÉCONOMIQUES TELS QUE MESURÉS PAR L'ÉTUDE

## 1 - SUR LES FOURNISSEURS<sup>3</sup>

- Les commandes de l'alimentation scolaire ont un poids très variable dans l'activité des fournisseurs. La catégorie « fournisseurs » est hétérogène : transformateurs de produits (céréales, produits halieutiques notamment- 21/51), commerçants détaillants (10/51), grossistes ou semi-grossistes (7/51), vendeurs de poissons (5/51), vendeurs de poulets et autre viande (5/51) et maraîchers (3/51). Leur chiffre d'affaires (CA) réalisé sur la période de l'étude est très variable (de 54 000 XOF à plus de 10 millions de XOF). Les commandes passées, sur cette même période, pour alimenter les cantines représentent des montants eux-mêmes hautement variables (de 9 000 XOF à plus de 5 millions de XOF). La part que représentent les commandes pour l'alimentation scolaire dans le CA varie de moins de 10% à plus de 50% (Cf. graphique ci-dessous) sur la période considérée.

Pour 35% des fournisseurs environ, on peut conclure que les commandes passées n'ont qu'une influence marginale sur leur activité (représentent moins de 10% de leur CA). De fait, la valeur des commandes n'excède généralement pas 30 000 XOF par semaine.

A l'extrême opposé pour 15% des fournisseurs, les commandes représentent plus de 50% et jusqu'à la totalité des ventes. Les fournisseurs ici considérés ont pour la plupart démarré leur activité sous l'impulsion de la demande de l'alimentation scolaire. Les commandes sont d'un montant bien plus important que pour le premier groupe (en moyenne 2 millions de XOF). A ce stade, les commandes scolaires conditionnent la pérennité de leur activité marchande.

Le reste des fournisseurs (50% du total) a généré entre 10 et 50% de son CA via les cantines scolaires. Pour ce groupe intermédiaire, les commandes scolaires- dont le montant moyen est de 500 000 XOF- (pour la période considérée par l'étude) ont un poids significatif dans l'activité mais leur pérennité ne dépend pas des commandes de l'alimentation scolaire. Ce groupe est constitué majoritairement par des commerçants du villages et grossistes pour les villes.

- Les fournisseurs déclarent que les commandes de l'alimentation scolaire ont conduit à une augmentation de leur chiffre d'affaires. D'autres effets positifs sont mentionnés, mais par un nombre plus restreint.

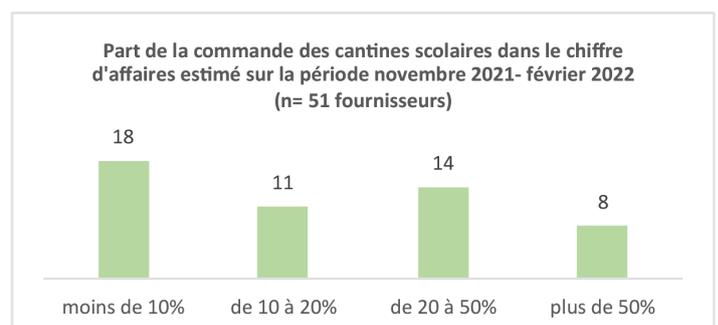
22 des 25 fournisseurs interviewés lors de « l'étude end-line » (avril-mai 2022) déclarent que les commandes de l'alimentation scolaire ont conduit à une augmentation de leur chiffre d'affaires. L'ampleur de cette augmentation n'a cependant pu être précisée mais on peut supposer qu'elle est hautement variable d'un fournisseur à un autre.

Des fournisseurs en nombre plus restreint mentionnent d'autres effets dont, notamment, l'amélioration de la qualité de leur offre, liée à la mise en place d'un cahier de charges dans le cadre de la commande scolaire, ou encore la création d'emplois, liée à l'augmentation de leur volume d'activité.

Les retombées déclarées de l'augmentation du CA sur les fournisseurs varient d'une amélioration des capacités des entrepreneurs à faire face aux dépenses domestiques courantes (électricité, frais d'écologie, etc.) à une augmentation de leurs investissements productifs (augmentation des superficies cultivées, des volumes de marchandises, etc.).

- Le dispositif suscite aussi des craintes chez les fournisseurs.

Des fournisseurs expriment des craintes vis-à-vis du dispositif dont les plus fréquentes sont l'incapacité à honorer les commandes du fait d'une production insuffisante (15/25) ou des risques de retard dans le paiement des commandes (9/25).



3. Les éléments présentés ici font référence à la période novembre 2021- février 2022.

## 2 - SUR LES MÉNAGES DONT LES ENFANTS FRÉQUENTENT LES CANTINES SCOLAIRES

- Les cantines scolaires contribuent à améliorer la confiance des parents d'élèves dans l'école publique.

L'étude révèle que les parents d'élèves ont une perception très positive des cantines, aux deux passages. Plus de 90% d'entre eux considèrent en effet que les cantines ont un impact positif sur l'assiduité, la ponctualité, le maintien à l'école, les résultats scolaires et la nutrition des élèves. Ces éléments indiquent que la cantine contribue à renforcer la confiance des parents d'élèves dans l'école publique, alors que les conditions d'étude et d'enseignement sont objectivement difficiles (effectifs dépassant les 40 élèves par classe, formation et rémunération du personnel enseignant et non enseignant insuffisantes).

- Les cantines scolaires contribuent à diminuer les dépenses monétaires de plus des 2/3 des ménages dont les enfants fréquentent l'école (avec cantine). Les sommes ainsi économisées sont allouées à l'alimentation familiale.

Environ 2/3 des ménages considèrent que la mise en place de la cantine leur permet de dépenser moins, 17% déclarent que les cantines n'ont pas d'impact sur leurs dépenses et, finalement, 17% disent que leurs dépenses augmentent du fait de la mise en place des cantines.

Les coûts de restauration des enfants sont inférieurs pour les ménages dont les enfants fréquentent une école avec cantine, que pour les ménages dont les enfants fréquentent une école sans cantine. L'économie réalisée, quand elle est constatée, dépend en fait du nombre d'enfants fréquentant les cantines dans le ménage (de 0 à 5 enfants par ménage, avec deux tiers des ménages inscrivant 2 enfants ou plus à la cantine), des pratiques tarifaires des cantines, du nombre de jours de fréquentation des cantines et du niveau de vie des ménages.

Les économies réalisées par les ménages sont, en moyenne, estimées à 61 XOF/jour/élève soit jusqu'à 305 XOF/semaine/élève pour un élève fréquentant la cantine 5 jours par semaine. Pour une famille avec 3 enfants fréquentant la cantine, un cas courant dans le contexte, l'économie peut ainsi être estimée à 915 XOF/semaine. De plus, les économies sont plus importantes chez les ménages les moins aisés (Tableau 1). Les économies moyennes sont estimées à 80 XOF/jour/élève chez les ménages dont les dépenses alimentaires hebdomadaires sont inférieures à 20 000 XOF contre une moyenne de 45 XOF/jour/élève pour les ménages qui dépensent plus de 20 000 XOF / semaine pour l'alimentation.

L'économie, modeste en valeur absolue, est alors significative pour 40% des ménages lorsqu'on la ramène à leurs dépenses alimentaires, pour 27% d'entre eux et négligeable pour 1/3 d'entre eux (tableau 1).

**TABLEAU 1:** Estimation des économies réalisées selon les dépenses alimentaires monétaires hebdomadaires des ménages

Dépenses alimentaires monétaires des 7 derniers jours du ménage (avril 2022)	Proportion de ménages de l'échantillon	Economies moyennes par jour et par enfant	Economie réalisée via les cantines/dépenses alimentaires hebdomadaires (hypothèse : 3 enfants fréquentant la cantine 5 jours par semaine)
Moins de 10 000 XOF	40%	80 XOF/jour/élève	Significative : 12% et davantage
Entre de 10 et 20 000 XOF	27%	80 XOF/jour/élève	Faible : entre 6 et 12%
Plus de 20 000 XOF	33%	45 XOF/jour/élève	Négligeable : moins de 3%

Les sommes ainsi économisées sont allouées à « la dépense quotidienne » pour 91% des ménages. Pratiquement, cela aide à faire face à l'inflation ou à augmenter la quantité et/ou la qualité de l'alimentation familiale.

### 3 - SUR LES INÉGALITÉS ENTRE FILLES-FEMMES/GARÇONS-HOMMES

- Les cantines scolaires contribuent à diminuer le temps de travail consacré aux travaux ménagers pour environ un ménage sur deux, une « économie » toutefois à relativiser.

Selon l'étude, environ un ménage sur deux témoigne d'un allègement ou d'une diminution du temps de travail consacré aux travaux ménagers du fait que leur(s) enfant(s) fréquente(nt) une cantine scolaire. Le temps consacré à la surveillance des enfants, à leur préparation lorsqu'ils prennent le déjeuner à la maison est en effet « économisé. » Cette économie est d'autant plus importante que les enfants sont nombreux par rapport à la taille du ménage.

Dans les faits cependant, dans la plupart des ménages des départements où le dispositif s'est déployé, les ménages sont de grande taille. En conséquence, « que les enfants aillent à l'école ou qu'ils restent à la maison, les charges ménagères ne changent pas. Il faut cuisiner, faire le ménage, aller puiser de l'eau et chercher du bois, etc. Dans cette perspective, les cantines scolaires n'ont qu'un effet relatif sur les charges de travail des ménages. »<sup>4</sup>



- Les cantines scolaires contribuent à amoindrir les inégalités entre filles et garçons scolarisés fréquentant les cantines...

« Les données contenues dans cette étude confirment que les cantines contribuent au maintien des jeunes filles à l'école mais aussi à leur capacité à utiliser le temps de la pause déjeuner non seulement pour se restaurer mais aussi pour réviser leurs cours. Dans une situation normale, les analyses sur le genre ont montré les avantages que pouvaient avoir les jeunes garçons par rapport aux jeunes filles. Pendant la pause, ces dernières étaient obligées de s'occuper de quelques travaux domestiques avant de retourner à l'école dans l'après-midi. Pendant ce temps, les garçons pouvaient choisir entre se reposer ou jouer mais avaient aussi un peu de temps pour jeter un coup d'œil à leurs cours. Les cantines scolaires ont plus ou moins démocratisé l'accès à une plage de temps que filles et garçons peuvent utiliser comme ils l'entendent. Ce qui compte ici, c'est l'égalité qu'ont les élèves, quel que soit leur sexe, à pouvoir se restaurer à la pause, se reposer et réviser ses cours. »

- ...mais les tâches ménagères restent dévolues à des filles et femmes, même dans les ménages dont les filles sont scolarisées et fréquentent la cantine.

L'effet positif mentionné plus haut ne remet pas en question la division du travail entre hommes et femmes : que les filles fréquentent ou non la cantine, ce sont toujours des filles et des femmes qui assurent les tâches ménagères.

« Au niveau des ménages, [les effets sont contrastés]. En effet, dans certains ménages, le fait que les jeunes écolières ne rentrent pas à la pause provoque des travaux supplémentaires pour les femmes de ménage et les filles non scolarisées. Les corvées assurées par les filles qui désormais fréquentent la cantine leur reviennent de fait, augmentant ainsi leur temps de travail et réduisant leurs possibilités de se reposer ou de s'adonner à d'autres activités.

Dans d'autres ménages, l'enquête a montré que les femmes de ménage gagnaient un peu de temps, entre une et deux heures. Mais cette conclusion ne se vérifie pas partout. Les travaux domestiques sont étalés sur toute la journée, du réveil au coucher : linge, vaisselle, nettoyage de la maison, préparation des repas,

4. Enquête « endline », Abdoulatif Seck, juin 2022.

soins des enfants. Pour les femmes qui mènent des activités lucratives, les tâches sont encore plus compliquées et, dans bien des cas, le recours à une assistance, jadis assurées par les filles qui fréquentent l'école, est nécessaire. Avoir une bonne ou une aide quelconque est un avantage pour les femmes professionnellement actives. »

En dépit de ces répercussions, « les femmes apparaissent plus engagées dans la bonne marche des cantines que les hommes car elles semblent plus convaincues que ces derniers des apports de la cantine sur la vie scolaire des enfants. Ainsi, elles se mobilisent pour maintenir ces derniers dans les cantines en assurant, du mieux qu'elles peuvent, les cotisations périodiques » et en se réorganisant pour que les tâches ménagères continuent d'être assurées.

- **Les conditions de travail des cuisinières scolaires en question.**

Dans 90% des écoles visitées, les cuisinières, actrices centrales du dispositif, travaillent bénévolement. Dans 10% des écoles, elles perçoivent une indemnité en espèces et/ou nature, mais sans contrat.

13% des cuisinières déclarent que leur engagement dans le dispositif se fait au détriment d'autres activités, importantes pour elles (activités génératrices de revenus, tâches ménagères, rencontres familiales ou organisationnelles). En outre, près de 50% des cuisinières déclarent que leurs conditions de travail dans les cuisines scolaires sont difficiles : travail à l'air libre, éloignement des points d'eau, corvée de bois, infrastructures et équipement inadaptés pour la conservation des denrées... Néanmoins, ces conditions se sont améliorées dans le cours de la période considérée pour un quart des cuisinières.

Ces constats appellent une prise en compte beaucoup plus importante des conditions de travail des cuisinières.

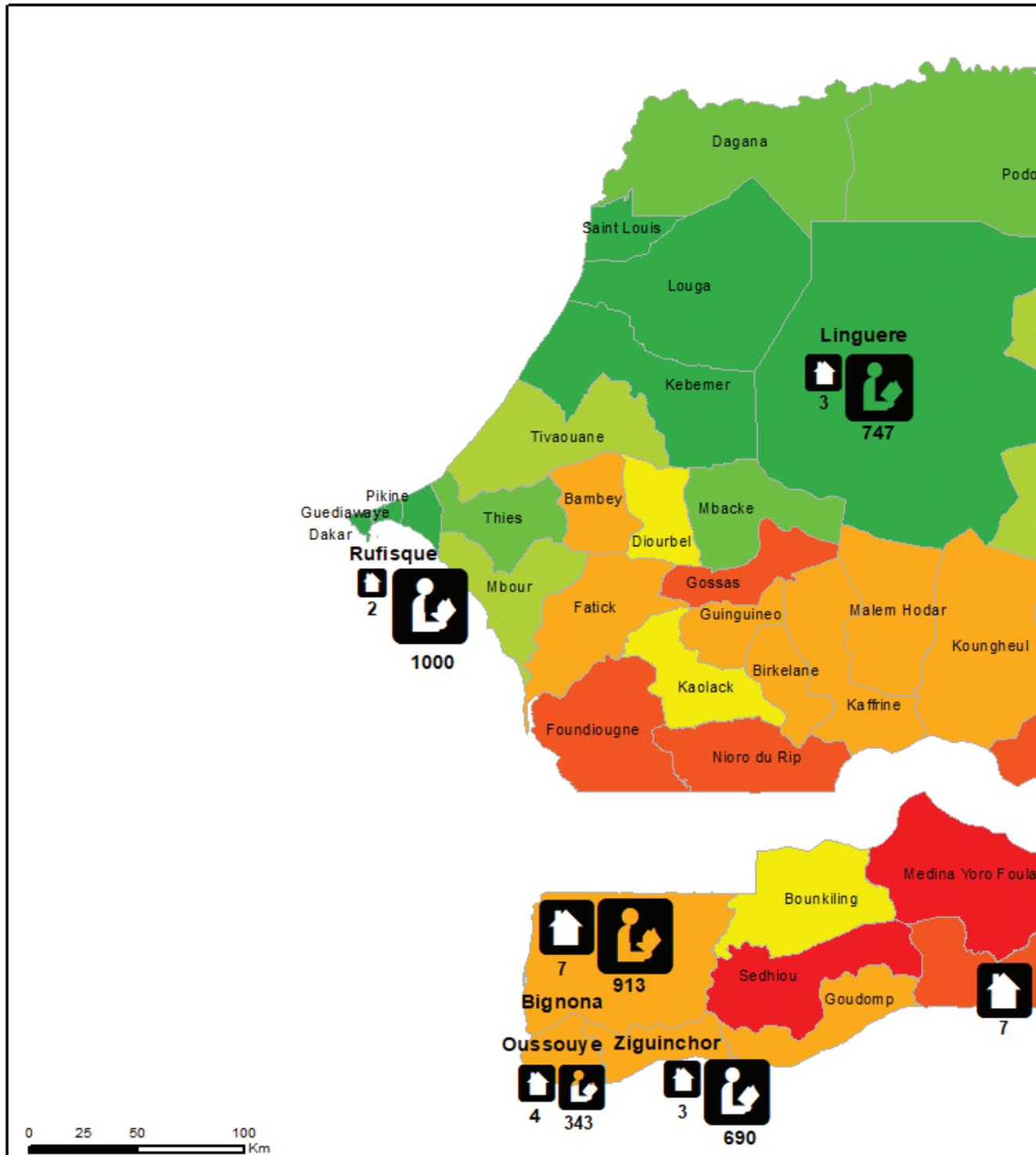
## CONCLUSION

### DES ARGUMENTS SUPPLÉMENTAIRES POUR UNE POLITIQUE D'ALIMENTATION SCOLAIRE MOBILISANT DES CIRCUITS COURTS

L'effet positif des cantines scolaires sur le « rendement interne du système éducatif et sur les capacités cognitives des élèves » au Sénégal est largement documenté. L'étude ici restituée apporte des arguments supplémentaires en faveur d'un soutien à un dispositif d'alimentation scolaire approvisionné en circuits courts. Il ressort en effet de ce travail que le dispositif considéré se répercute très positivement sur le tissu de fournisseurs locaux parties prenantes : grâce aux contrats, leur activité est stimulée voire développée. Les cantines contribuent en outre à renforcer la confiance des parents d'élèves dans l'école publique et à réduire leurs coûts de restauration et les inégalités entre les jeunes filles et les jeunes garçons scolarisés fréquentant la cantine.

## Annexe 1 - Carte des Cantines scolaires appuyées par département

Programme d'appui à la résilience des systèmes alimentaires dans 10 départements vulnérables du Sénégal pour un relèvement social et économique post-covid (NIAMDE)

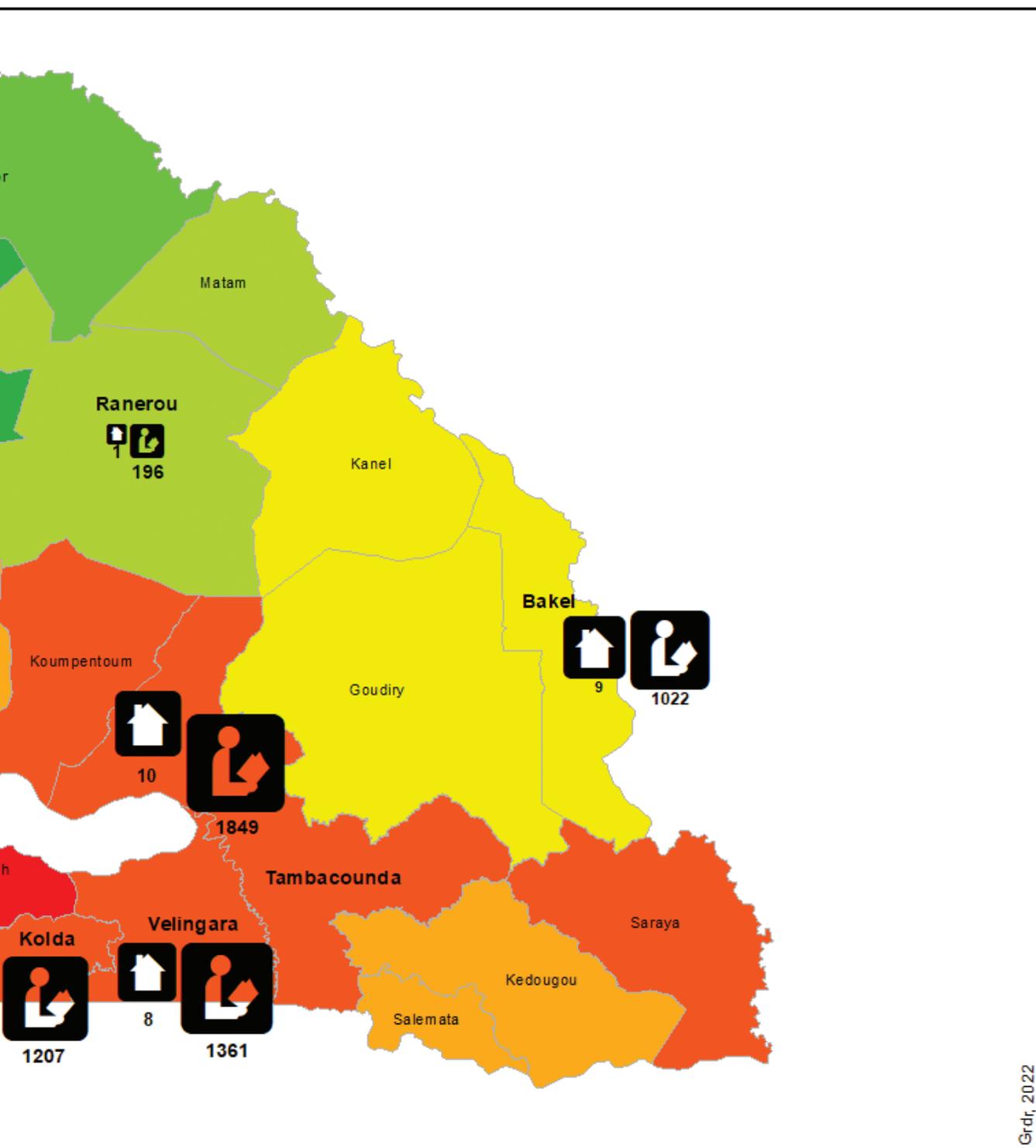


### Taux de pauvreté par département (%)



### Nombre de cantines appuyées



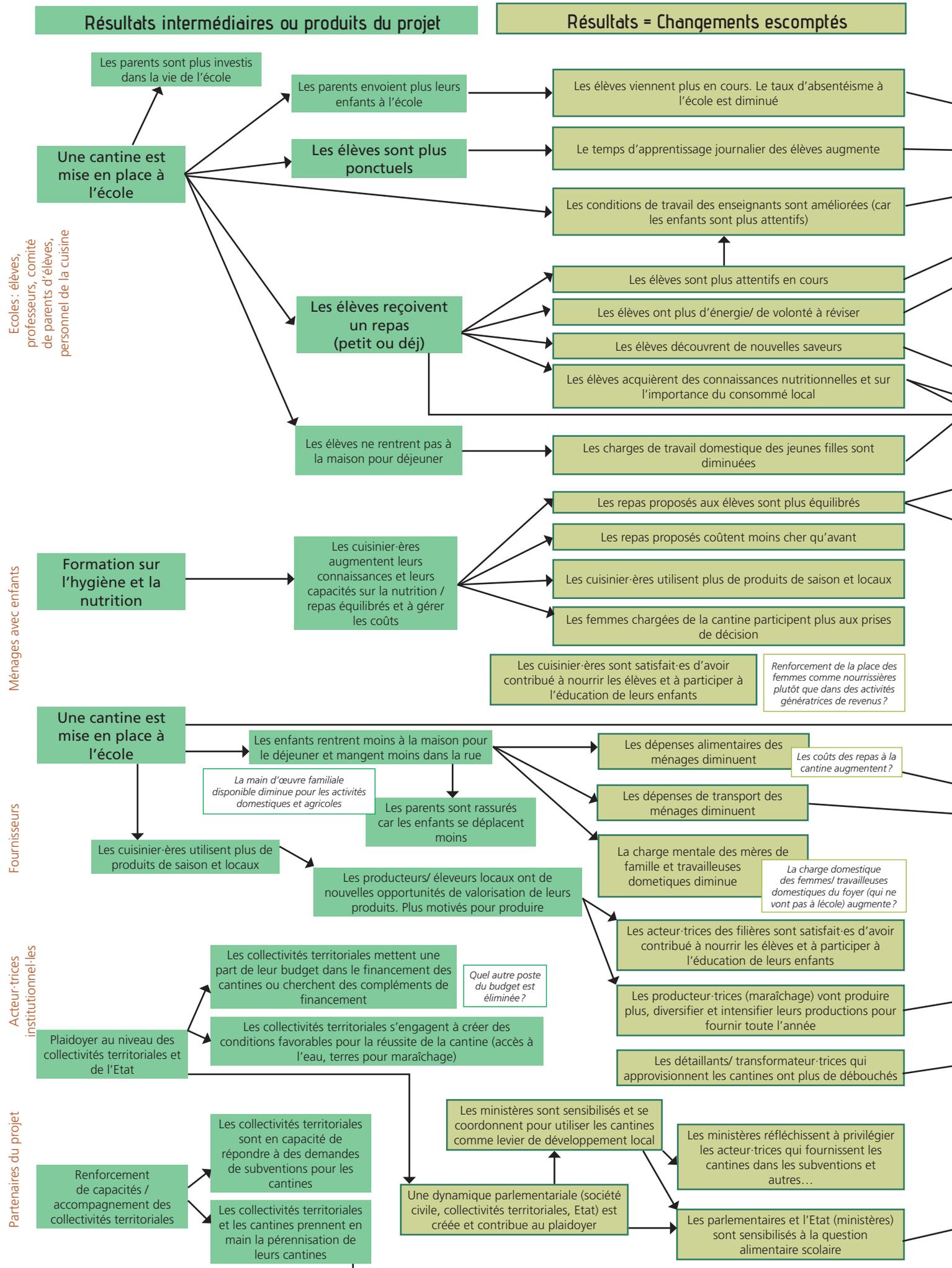


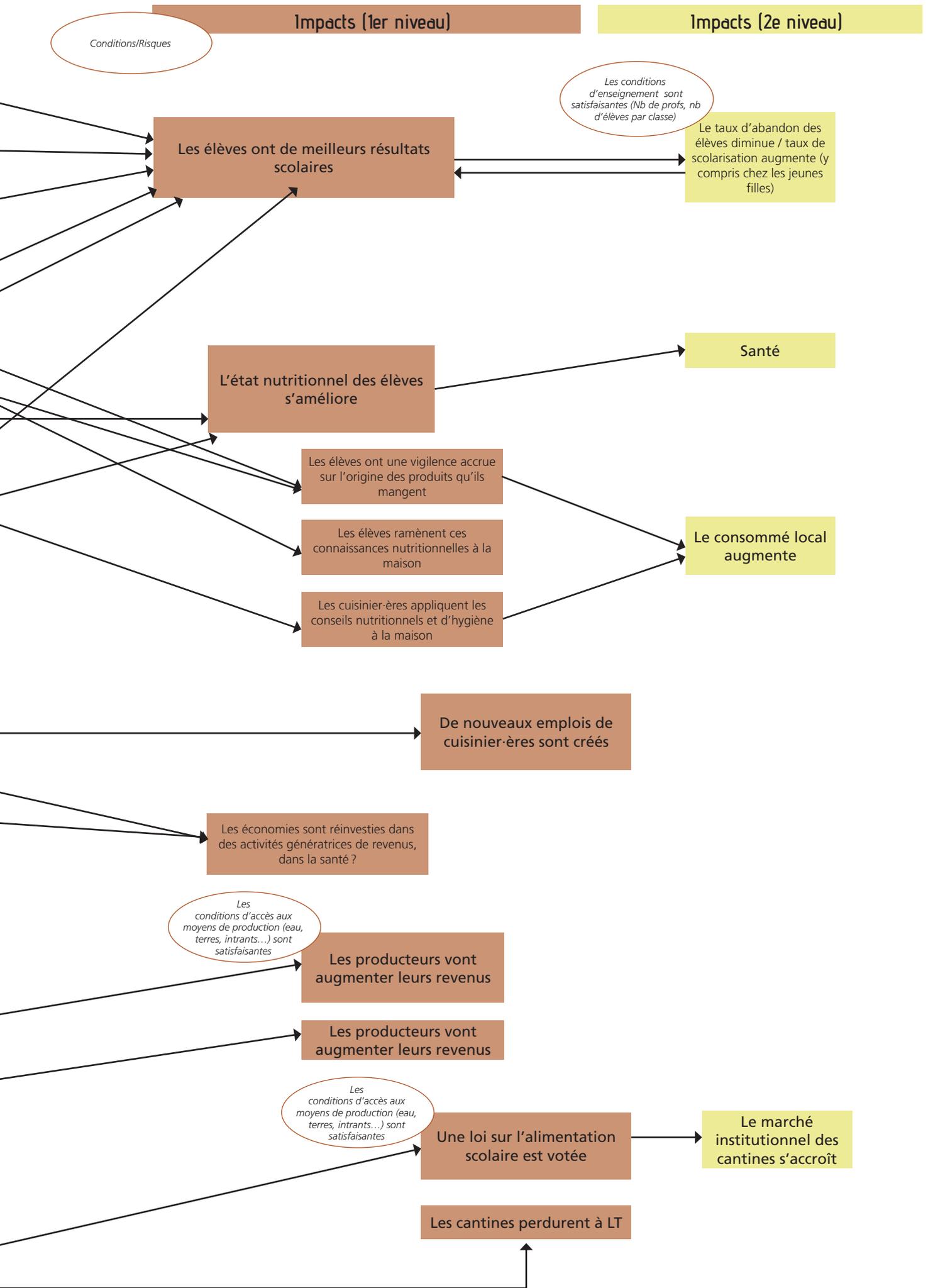
### Nombre d'enfants ayant bénéficié des cantines



Sources  
 Taux de pauvreté : ANSD, réalisation Banque Mondiale 2016  
 Cantine appuyée : Grdr, 2022

# Annexe 2 - Chemin d'impacts du projet NIAMDE (2021)







La rédaction de ce document a été coordonnée par

